

Birmanie: réunion des proches de Suu Kyi

Le Figaro / AFP - 28/04/2009

Près de 150 membres de la Ligue nationale pour la démocratie, parti de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, se sont réunis aujourd'hui à Rangoun pour déterminer si la LND allait participer aux élections controversées que la junte militaire veut organiser l'année prochaine.

Une cinquantaine d'agents en civil ont observé, certains en filmant, l'arrivée des délégués au siège de la LND pour cette réunion qui doit durer deux jours.

La LND avait remporté une victoire écrasante à des élections législatives en 1990, mais les militaires avaient refusé d'honorer les résultats et Mme Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix, a été privée de liberté pendant la majeure partie des 19 dernières années. Elle est toujours assignée à résidence.

Dans une intervention à l'ouverture de la réunion, le président de la LND, Aung Shwe, a dit que les membres du parti discuteraient de "la situation politique prévalant dans le pays" et de la Constitution adoptée sous l'impulsion de la junte en 2008 en vertu de laquelle les élections de 2010 seront organisées.

"Le résultat des discussions déterminera si la LND participera aux prochaines élections", a dit Aung Shwe en critiquant la Constitution adoptée en force l'année dernière alors qu'un puissant cyclone ravageait le sud de la Birmanie, faisant 138.000 morts ou disparus.

Le texte actuel "a beaucoup de défauts. Le principal objectif de la Constitution vise à perpétuer le pouvoir de l'armée dans ce pays et, par conséquent, ce n'est pas acceptable", a souligné le président de la LND.

Aucune date exacte n'a été annoncée par la junte pour les élections de 2010, qui se dérouleront sous haute surveillance, mais des diplomates font état d'indications selon lesquelles elles pourraient avoir lieu en mars.

Les détracteurs du régime birman qualifient déjà ces élections de "scrutin en trompe-l'oeil", alors que des centaines d'opposants ont été emprisonnés depuis les grandes manifestations de 2007 et que la LND n'a pas été associée au processus politique organisé par les généraux.

Lundi, l'Union européenne a prolongé pour un an ses sanctions contre la junte birmane, tout en se disant prête à les moduler selon l'évolution de la situation sur le terrain.

-
- **Birmanie: réunion des proches de Suu Kyi**
 - **Birmanie, au Sud-Est rien de nouveau**
-

Birmanie: réunion des proches de Suu Kyi

AFP_28 avril 2009

Près de 150 membres de la Ligue nationale pour la démocratie, parti de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi, se sont réunis aujourd'hui à Rangoun pour déterminer si la LND allait participer aux élections controversées que la junte militaire veut organiser l'année prochaine.

Une cinquantaine d'agents en civil ont observé, certains en filmant, l'arrivée des délégués au siège de la LND pour cette réunion qui doit durer deux jours.

La LND avait remporté une victoire écrasante à des élections législatives en 1990, mais les militaires avaient refusé d'honorer les résultats et Mme Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix, a été privée de liberté pendant la majeure partie des 19 dernières années. Elle est toujours assignée à résidence.

Dans une intervention à l'ouverture de la réunion, le président de la LND, Aung Shwe, a dit que les membres du parti discuteraient de "la situation politique prévalant dans le pays" et de la Constitution adoptée sous l'impulsion de la junte en 2008 en vertu de laquelle les élections de 2010 seront organisées.

"Le résultat des discussions déterminera si la LND participera aux prochaines élections", a dit Aung Shwe en critiquant la Constitution adoptée en force l'année dernière alors qu'un puissant cyclone ravageait le sud de la Birmanie, faisant 138.000 morts ou disparus. Le texte actuel "a beaucoup de défauts. Le

principal objectif de la Constitution vise à perpétuer le pouvoir de l'armée dans ce pays et, par conséquent, ce n'est pas acceptable", a souligné le président de la LND.

Aucune date exacte n'a été annoncée par la junte pour les élections de 2010, qui se dérouleront sous haute surveillance, mais des diplomates font état d'indications selon lesquelles elles pourraient avoir lieu en mars. Les détracteurs du régime birman qualifient déjà ces élections de "scrutin en trompe-l'oeil", alors que des centaines d'opposants ont été emprisonnés depuis les grandes manifestations de 2007 et que la LND n'a pas été associée au processus politique organisé par les généraux.

Lundi, l'Union européenne a prolongé pour un an ses sanctions contre la junte birmane, tout en se disant prête à les moduler selon l'évolution de la situation sur le terrain.

Birmanie, au Sud-Est rien de nouveau

Actu-match_27 Avril 2009

Presque deux ans après les événements de septembre 2007 et la répression sanglante des manifestations de moines bouddhistes en colère par la junte militaire au pouvoir, le Myanmar vit toujours sous le règne de la terreur.

Des sanctions économiques, histoire de ne pas oublier. Par un communiqué officiel, l'Union européenne a annoncé le renouvellement d'une batterie de mesures pour lutter contre la dictature qui étouffe le peuple birman. Parmi celles-ci, le gel d'actifs à destination de membres du régime militaire ou encore des interdictions de visa prises à l'encontre des proches du pouvoir. Dans sa déclaration, l'UE appelle à la libération du symbole de la lutte pour la démocratie, Prix Nobel de la Paix en 1991, Aung San Suu Kyi. Assignée à résidence depuis le 30 mai 2003, l'avocate de formation devrait être libérée le 27 mai prochain, si le gouvernement militaire de l'Union de Myanmar ne renouvelle pas sa mise en détention, comme lors des années précédentes...

Une détention illégale

L'Organisation des Nations Unies a également appelé à la libération immédiate et sans conditions d'Aung San Suu Kyi, dont l'état de santé a été jugé alarmant à plusieurs reprises. Cité par Info-Birmanie.org, l'organisation américain «Freedom Now» a dévoilé en mars dernier les conclusions d'un groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire de la martyre birmane. Pour celui-ci, le constat est sans équivoque. Non seulement l'emprisonnement d'Aung San Suu Kyi viole les lois internationales en vigueur quant à la liberté de parole de l'opposition mais aussi les lois birmanes de mise en détention dans le cadre de la loi sur la protection de l'Etat qui permet l'assignation à résidence des opposants au régime pour une durée maximale de cinq ans. Le 13 mars dernier, pour la journée des droits de l'homme en Birmanie, une pétition mondiale a été lancée pour obtenir la libération des prisonniers politiques du Myanmar. Après un peu plus d'un mois d'une mobilisation mondiale, elle a déjà recueilli plus de 250 000 signatures.

Des élections en 2010

Invitée au dialogue par l'Union Européenne, la dictature birmane n'a pas l'intention de se conformer aux règles internationales. Après avoir réprimé dans le sang les manifestations des moines bouddhistes en septembre 2007, elle a interdit aux organisations humanitaires de venir secourir son peuple en détresse après le passage du cyclone Nargis en mai 2008. En mars 2010, des élections générales devraient se tenir, sans garantie aucune sur leur pluralisme. Le 27 mars dernier, lors de la journée des forces armées, le Général Than Shwe, au pouvoir depuis 1992, est resté volontairement évasif sur le processus électoral mais a annoncé qu'il ne tolérerait aucun trouble...

**- Le rapporteur de l'ONU sur les droits de l'Homme maintenu
- Finding Freedom**

Birmanie: le rapporteur de l'ONU sur les droits de l'Homme maintenu
27 mars 2009

NAYPYITAW, Birmanie — Le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a renouvelé pour un an vendredi le mandat du rapporteur spécial des droits de l'Homme en Birmanie, Tomas Ojea Quintana, et appelé la junte au pouvoir à libérer tous les prisonniers politiques. Le chef de la junte a de son côté évoqué les élections prévues pour 2010. La junte militaire avait tenté de mettre fin au travail de M. Quintana en affirmant que la situation s'était améliorée dans ce petit pays d'Asie du Sud-Est. La Chine, la Russie, l'Inde et d'autres pays asiatiques n'ont pas soutenu la résolution proposée par l'Europe vendredi, la jugeant de nature à radicaliser les positions sur la Birmanie.

Des élections présentées par la junte comme la dernière étape vers la démocratie sont prévues pour 2010 mais les partis politiques devront remplir certaines conditions pas encore précisées pour y participer.

Le chef de la junte, le général Than Shwe, a déclaré vendredi lors d'un discours à Naypyitaw, la capitale administrative birmane depuis 2005, qu'il faudrait du temps pour que la démocratie arrive à "maturité". Il a appelé les partis politiques à éviter la "diffamation" et les "troubles à l'ordre public" ainsi que les "attaques personnelles". Le gouvernement donnera son feu vert aux partis faisant preuve de "maturité", a-t-il ajouté.

Le général âgé de 76 ans, qui s'exprimait à l'occasion de la Journée de l'Armée, a passé les troupes en revue. Plus de 13.000 militaires ont participé à la parade qui s'est déroulée comme d'habitude sous haute sécurité, à l'abri des regards du public.

La Birmanie est dirigée par des militaires depuis 1962. La junte actuelle a pris le pouvoir en 1988 après avoir violemment réprimé un soulèvement en faveur de la démocratie. Elle a refusé de reconnaître la large victoire de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) aux élections législatives de 1990. La dirigeante de la LND, Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix, a passé 13 des 19 dernières années détenue dans sa résidence à Rangoon. La nouvelle Constitution élaborée par la junte interdit à l'opposante de se présenter en 2010.

Finding Freedom

Novopress - 2009 .avr 16

Je suis né dans une zone de guerre civile en Birmanie. Mon père était un soldat révolutionnaire de l'Union Nationale Karen (KNU) et a lutté contre le régime militaire birman. Ma mère a toujours pris soin de notre famille mais notre vie quotidienne n'a été remplie que par la peur, la souffrance et la douleur. Quand j'ai atteint l'âge de dix ans, mon père a été tué sur le champ de bataille. Cela a été le plus sombre jour pour notre famille. Ma mère ne voulait pas que son enfant ne rejoigne le groupe révolutionnaire. La perte de son mari dans la lutte a été une expérience amère et très douloureuse, elle ne voulait pas perdre son fils en plus. En ces jours, la plupart des Karens pensaient que pour être un révolutionnaire, vous deviez être un soldat, vous devez détenir des armes et lutter pour la liberté et l'autodétermination. Ils pensaient qu'il n'y avait pas d'alternative à la lutte armée.

À ce moment-là, je pensais aussi que la lutte armée était la seule façon d'obtenir la liberté. Je voulais me venger des militaires birmans. Mon père a été tué, mon oncle a été tué, mon cousin a été tué, mes amis ont été tués et mon peuple ont été tués, torturés, maltraités et violés par la guerre. J'ai appris des anciens, que "sans sacrifier ton sang, tu ne seras pas libéré de l'esclavage". Lutter est un moyen pour protéger ma famille, mon village, mon territoire et mon peuple. Quand j'avais quatorze ans, j'ai accompagné mon oncle à la guerre, et j'ai vu des cadavres, des blessures, de la douleur et de la souffrance. Cette expérience m'a motivé à devenir un combattant de la liberté.

Lorsque j'ai été assez vieux, j'ai rejoint le groupe révolutionnaire Karen, mais ma mère ne voulait pas que j'y prenne part. Elle voulait que je finisse mes études secondaires dans le camp de réfugiés. Mais elle a cédé car elle ne pouvait pas m'arrêter. Elle a juste prié Dieu pour moi. J'ai servi deux ans comme combattant (Freedom Fighter) dans la jungle, dans de mauvaises conditions, sans nourriture ni abri, et en travaillant dur. Certaines nuits, je faisais de mauvais rêves. Mais ces difficultés ne m'ont pas arrêter. Après que notre territoire ait été occupé par l'armée birmane, je suis retourné au camp de réfugiés et j'ai continué mes études.

Différent mais toujours un révolutionnaire

Lorsque j'ai terminé mes études dans le camp de réfugiés de Tham Hin, je me suis entretenu avec un vieil ami qui travaillait à Bangkok, et il m'a proposé de venir à Bangkok pour deux mois afin de continuer ma formation. J'étais très heureux de sortir du camp, et je pensais que ce serait une grande opportunité pour moi, même si je n'avais aucune idée de la formation que j'allais suivre. C'était une formation d'organisation de communauté. Avec d'autres, nous avons appris l'élaboration de réflexions, l'analyse structurelle et l'organisation des compétences. Cette formation m'a donné beaucoup de nouvelles idées. J'y ai appris que la lutte armée n'est pas la seule façon d'obtenir nos droits de liberté et de justice. Nous avons étudié des biographies d'hommes politiques célèbres et toutes sortes d'histoires que nous n'étions pas à l'école.

Ma vie a changé maintenant. J'ai évolué et je ne suis plus ce que c'était avant, mais je me considère toujours comme révolutionnaire. Je veux un grand changement dans ma communauté. Je veux que mon peuple obtienne la liberté, l'autodétermination et la justice, le respect de nos droits et une vie sûre. La lutte armée n'est pas la seule solution et j'ai honte d'avoir recherché uniquement la vengeance. Je ne veux pas dire que je déteste la lutte armée, je comprends nos combats pour protéger nos familles et nos enfants, notre peuple et notre territoire. La chose la plus importante est de disposer d'aptitudes à la pensée révolutionnaire, pour comprendre les causes profondes du conflit et de construire une nouvelle justice et une société pacifique.

Il y a deux mois, ma mère est partie pour les Etats-Unis

Elle est inquiète pour moi. Beaucoup de gens disent que les personnes déplacées (Internally Displaced People) et les réfugiés n'ont pas d'avenir. Comme je suis son fils, elle ne veut pas me voir vieux sans assurance-vie et m'a dit : «Vient en Amérique et tu deviendras un citoyen américain, tu gagneras de l'argent et tu pourras retourner en Birmanie et recommencer ton travail. Tu es sur le territoire thaïlandais sans aucune autorisation et la police thaïlandaise peut t'arrêter à tout moment. Je m'inquiète tellement.» Je comprends ma mère, et je sais qu'elle m'aime beaucoup. Je lui ai juste dit : "Maman ne t'inquiète pas pour moi." La citoyenneté américaine ne peut pas me donner mon assurance-vie de toute manière. J'ai foi en Dieu, et Il est le seul qui peut me donner une assurance vie. Je ne sais pas ce qui va se passer demain, mais maintenant je suis ici pour travailler et servir mon peuple, et accomplir mon rêve en lui assurant une certaine avenir. Mon avenir n'est pas dans l'acquisition de propriétés, ni dans une vie de luxe. Mon avenir est dans la lutte contre toutes les formes d'injustice ou d'oppression, de vivre en harmonie avec notre environnement et de bâtir une société pacifique.

Mon rêve

Je tiens à mettre en place "une éducation appropriée" pour mon peuple et lui donner les semences de la pensée. Je suis allé en Inde et ai étudié à l'École de la Paix (campus de Visthar) où j'ai eu beaucoup d'idées. Dans mon campus (mon rêve), il y aura une école et un centre de formation rempli d'arbres, de fleurs et de légumes. Des arbres, des fleurs et des légumes qui nous donneront des médicaments, de la nourriture, de l'air frais et de la paix spirituelle. Je veux amener les enfants déplacés et les enfants des zones de guerre dans mon campus pour qu'ils étudient. Je ne doute pas que le véritable changement dans l'avenir est l'éducation, et il existe de nombreux types d'enseignement. Je veux que la prochaine génération connaisse les notions de vie, de paix, d'égalité, d'art, de musique, de tradition, de culture et les moyens de surmonter l'injustice et l'oppression. Que cette génération réfléchisse sur sa vie. L'éducation qui permet à notre société et de manière pacifique, de se modifier.

-
- **Inquiétude pour la sécurité de cinq délégués syndicaux arrêtés par la junte**
 - **Des boat people birmans, échoués en Indonésie, racontent leur odyssée**
 - **Le Myanmar critique des radios étrangères pour leurs reportages**
 - **Fin de la visite de Li Changchun dans quatre pays d'Asie-pacifique**
 - **Des Paulois à la rescousse du peuple Karen**
-

Birmanie : inquiétude pour la sécurité de cinq délégués syndicaux arrêtés par la junte

HSS_15 avril 2009, par [jesusparis](#)

La [CSI](#) a condamné l'arrestation par la junte militaire birmane de cinq délégués au Premier Congrès national de la Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB). Les syndicalistes ont été appréhendés alors

qu'ils rentraient du Congrès, qui s'est clôturé le 24 mars. La CSI a été informée que l'Organisation internationale du travail des Nations unies est intervenue auprès des autorités birmanes pour obtenir leur libération.

Les syndicalistes écroués sont :

U Zaw Myint Aung (49 ans, enseignant, Okkalapa Sud, Rangoon) U Soe Oo (37 ans, travailleur d'usine textile, Shwe Pyi Thar, Rangoon) Maung Tun Nyein (22 ans, travailleur, usine textile Shwe Hninsi, Hlaing Thayar, Rangoon) Khine Lin Myat (22 ans, travailleuse, usine textile UMH) Shwe Yi Nyunt (25 ans, aide infirmière et étudiante en droit, Université de Rangoon Ouest.

Dans la lettre qu'elle a adressée au général Than Shwe, chef de la junte militaire birmane, la CSI a également exprimé sa vive inquiétude concernant l'arrestation avec intimidation par les autorités birmanes de plusieurs membres des familles des cinq détenus. Une démarche qui vise, de toute évidence, à contraindre les cinq syndicalistes à se plier à leurs ordres. La CSI est particulièrement inquiète face au risque sérieux de torture associé au système pénitentiaire birman.

« Nous voici une fois de plus face à une violation flagrante des droits humains fondamentaux par les dirigeants militaires birmans. Par cette nouvelle action, la junte affiche une fois de plus sa détermination à empêcher toute activité démocratique et à réprimer d'une main de fer toute forme d'opposition. Nous demandons que les détenus soient relâchés immédiatement et inconditionnellement et que les intimidations et les menaces contre leurs familles cessent sur-le-champ », a déclaré Guy Ryder, secrétaire général de la CSI.

Des boat people birmanes, échoués en Indonésie, racontent leur odyssee

Le Monde_13 avril 2009

Les réfugiés ont échoué, le 7 janvier, sur l'île de Weh, à l'extrême nord de l'Indonésie. Jusqu'à ce dimanche 12 avril, ils n'en connaissaient toujours que le camp bien gardé de la base navale, installée au bas d'une petite route, dans un des faubourgs de Sabang, le chef-lieu de cette île couverte de palmiers qui tombent dans la mer.

Exilés politiques, selon eux-mêmes, ils affirment appartenir à l'ethnie Rohingya, minorité musulmane de Birmanie maltraitée par le régime. Ils ont, disent-ils, fui leur pays, à près d'un millier, en décembre 2008, à bord de quatre bateaux. Rejetés par la Thaïlande, ils ont dû repartir sur des embarcations sans moteur pour aboutir, au gré de la houle et du vent, sur les rivages des pays voisins. Un des navires a coulé en mer, on ne sait rien des deux autres.

Pour l'Indonésie et la Birmanie ils ne sont que des "migrants économiques" du Bangladesh. Le 30 janvier, les autorités indonésiennes ont annoncé le renvoi de ces 173 réfugiés après leur avoir refusé l'asile politique. Elles précisait que les ambassades birmane et bangladaise avaient été contactées, ainsi que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Pourtant, ils sont toujours là, otages d'un imbroglio diplomatique dont personne ne semble pouvoir s'extraire.

Si des ONG ont été autorisées à fournir de l'aide humanitaire, l'Indonésie vient tout juste de donner son accord à la visite du camp par le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, qui devait s'y rendre le 14 ou le 15 avril, selon les sources.

Le camp est interdit à la presse. Seul interlocuteur, le "médiateur du camp", Mojes, qui dit faire le lien entre l'armée et les réfugiés, s'exécute quand le commandant de la base lui demande de mettre un terme à l'entretien. "Les réfugiés m'ont menti, assure-t-il, ils ne viennent pas de Birmanie mais du Bangladesh, ils n'ont pas d'éducation, n'ont rien de politique ; ils migrent à la recherche d'un salaire qui leur permettra de renvoyer de l'argent chez eux."

Pour seule vue du lieu, il offre au visiteur celle des réfugiés qui vaquent, non loin, à leurs occupations ; certains bavardent sous les trois grandes tentes militaires qui leur servent de toit, d'autres se regroupent autour d'un camion-citerne. "On les a récupérés à moitié morts, rappelle Mojes, maintenant, ils sont forts, on les nourrit trois fois par jour, et ils font même du sport tous les matins. Ils ont entre 17 et 40 ans et n'ont pas à se plaindre, ils sont heureux." Un peu plus tard, un adjoint du maire de Sabang corrigera : ce n'est pas l'armée, "c'est nous qui fournissons l'eau et une grande partie de la nourriture."

Certains réfugiés parviennent tout de même à livrer des éléments sur leur odyssee. "Jusqu'à la Thaïlande, raconte Rasidullah, âgé de 30 ans, tout allait bien. Quand nous sommes arrivés au large de ce pays, des militaires nous ont tiré dessus, puis arrêtés et battus pendant trois jours ; on ne comprenait pas pourquoi ils faisaient ça. Après, ils nous ont rejetés à la mer, certains bateaux n'avaient plus d'essence, d'autres plus de moteur, c'était l'enfer, on n'avait plus d'eau, plus de nourritures ; beaucoup sont morts en route, les gens devenaient fous." Un de ses camarades, Tshoman, l'oeil vif, pas encore 25 ans, parle d'un de ses amis, "mort en voulant rejoindre la côte à la nage". Puis il s'agite, il vient d'apercevoir un militaire de la base : "Il faut qu'on y aille, ils vont nous cogner."

La brutalité et la violence de la marine thaïlandaise ont été corroborées par des touristes présents sur les lieux des arraisonnements. Mais le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures entre membres de l'Asean (l'Association des nations de l'Asie du Sud est), dont font partie l'Indonésie, la Birmanie et la Thaïlande, complique la recherche d'une solution.

Jakarta semble avoir suspendu, sans le dire, sa décision de renvoyer les réfugiés en Birmanie, un geste qui heurterait la communauté internationale au regard des déclarations de ce pays, qui a promis qu'il prendrait, à leur retour, les "mesures nécessaires", laissant planer peu de doute sur leur nature menaçante. De puissantes associations musulmanes indonésiennes ont appelé leur pays à faire preuve de "clémence" vis-à-vis de "frères musulmans", comme il l'avait fait au printemps 2006 avec d'autres Rohingyas arrivés sur l'île de Weh. Le 3 février, près de 200 autres réfugiés avaient été secourus dans le port de Langsa, sur la côte orientale de l'île de Sumatra.

Le Myanmar critique des radios étrangères pour leurs reportages

XINHUA - 2009 .avr 4

Le média d'Etat birman a critiqué dimanche quelques radios étrangères pour leurs reportages inventés visant à nuire aux relations sino-birmanes. Certaines radios ont rapporté durant la dernière semaine du mois de mars que des nouvelles sur le Myanmar ont été diffusées le 25 mars dernier dans un programme d'une télévision de la province chinoise du Yunan, a indiqué le journal *New Light of Myanmar*.

Quelques Occidentaux et des groupes armés anti-gouvernementaux sont impliqués dans le programme.

Selon le journal, les nouvelles concernées n'ont pas été diffusées par la chaîne de la province du Yunnan, mais elles l'ont été du 28 février au 1er mars par la chaîne de télévision privée *Feng Huang* (Phoenix TV), basée à Hong Kong. "Vu que Hong Kong est une zone administrative spéciale de la Chine, et selon la politique d'un pays deux systèmes, la Chine contrôle seulement les affaires étrangères et le secteur de la défense, le gouvernement local de Hong Kong a le droit de traiter d'autres secteurs librement", a expliqué le journal.

"Les radios et groupes anti-gouvernement, profitant du reportage de Phoenix TV, ont inventé un mensonge comme si les nouvelles sur le Myanmar avaient été diffusées par la télévision du Yunan, qui se trouve toujours sous la surveillance du gouvernement chinois", a défendu le journal. Par ailleurs, les observateurs locaux ont souligné que le développement des relations amicales de bon voisinage sino-birmanes se conforme à l'intérêt des deux pays et deux peuples, et contribue à la paix, à la stabilité et au développement dans la région.

Fin de la visite de Li Changchun dans quatre pays d'Asie-pacifique

Radio Chine Internationale - 2009 .avr 7

Li Changchun, membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC), a terminé sa visite officielle d'amitié en Australie, au Myanmar, au Japon et en République de Corée. Il est rentré à Beijing le 7 avril au soir.

Li Changchun a effectué cette tournée en Asie-pacifique sur l'invitation des gouvernements de ces quatre pays. Lors de sa visite au Myanmar, il s'est entretenu avec Than Shwe, Président du Conseil pour la Paix et le Développement de l'Etat du Myanmar et s'est présenté à la cérémonie de signature d'une série d'accords, tel que l'« Accord gouvernemental sur la construction d'un oléoduc et d'un gazoduc entre la Chine et le Myanmar ».

Des Paulois à la rescousse du peuple Karen: Québec-Birmanie, un nouvel organisme à Saint-Paul

Journal L'Action - 2009 .avr 14

Leurs villages ont été détruits par l'armée birmane. Des milliers d'entre eux ont été contraints à l'exil. Préoccupée par la situation, Alexandra Lemay investit temps, énergie et argent pour aider le peuple Karen à retrouver une meilleure qualité de vie. Elle a fondé, il y a 11 mois, l'organisme Québec-Birmanie. Le centre des opérations: Saint-Paul.

«Je suis arrivée en Thaïlande en janvier 2008. J'ai travaillé pendant trois mois avec ceux qui se battent pour la démocratie. Quand je suis revenue ici, j'ai commencé à élaborer le projet», explique Mme Lemay. En moins de trois mois, 36 000 \$ ont été amassés pour l'aide d'urgence et l'enseignement au peuple Karen. Des bénévoles d'ici ont misé sur leur créativité pour recueillir les dons. Vente de hot-dogs, maquillage, lave-auto, de nombreuses activités de financement ont été organisées... Et la contribution des gens a porté fruit.

«Nous avons fait plus que ce qu'on avait prévu», souligne la globe-trotter. L'organisme a ouvert, en collaboration avec des partenaires du milieu, un bureau à Mae Sot, en Thaïlande, à environ cinq kilomètres de la frontière birmane. Ce lieu sert à l'enseignement de diverses matières comme l'informatique, l'anglais et la couture.

À cette initiative, s'ajoutent des interventions d'urgence qui consistent, notamment, à distribuer de la nourriture, des couvertures, des vêtements, des produits essentiels, du savon et des jouets. Les bénévoles sur le terrain confectionnent et remettent également aux gens des tubes pour le transport du riz ainsi des boîtes de matériel de premiers soins.

«Nous avons aidé environ un millier de personnes durant notre première intervention», mentionne Mme Lemay.

Elle espère que le travail qui sera entamé sur le terrain, dès août, sera tout aussi bénéfique pour la population. «Nous voulons lancer un programme d'enseignement de l'anglais sur deux ans, avec des spécialisations en couture, informatique, leadership et formation médicale. De plus, nous continuerons la distribution de matériel à l'intérieur de l'état Karen», souligne-t-elle.

L'objectif est de former des gens de l'ethnie Karen afin qu'ils forment à leur tour leurs confrères et consoeurs.

Pour atteindre cet objectif, l'organisme Québec-Birmanie a besoin de la contribution des gens d'ici. Alexandra Lemay espère recueillir 84 000 \$ d'ici décembre. Pour ce faire, de nombreuses activités de financement seront organisées. «Au début, nous regroupions 25 bénévoles. Aujourd'hui, 61 personnes nous aident lors des collectes de fonds», mentionne-t-elle. Elle espère que les Lanaudois seront aussi généreux que l'an passé.

Pour s'impliquer dans l'organisme Québec-Birmanie ou pour des informations: www.quebecbirmanie.com